

*United States–Africa Security Relations. Terrorism, Regional Security and National Interests*, Kelechi A. KALU et George Klay KIEH, Jr. (dir.), 2014, coll. Routledge Studies in US Foreign Policy, Londres, Routledge, 230 p.

Cyprien Bassamagne Mougnoq

Volume 45, Number 3, September 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1027569ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1027569ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bassamagne Mougnoq, C. (2014). Review of [*United States–Africa Security Relations. Terrorism, Regional Security and National Interests*, Kelechi A. KALU et George Klay KIEH, Jr. (dir.), 2014, coll. Routledge Studies in US Foreign Policy, Londres, Routledge, 230 p.] *Études internationales*, 45(3), 480–483.  
<https://doi.org/10.7202/1027569ar>

différents programmes, n'ont pas été omis.

Dans la seconde partie, l'auteure analyse d'une manière approfondie des exemples de propagande de l'OTAN pendant la guerre froide. Cette partie d'ouvrage est consacrée aux activités du Service dans trois domaines : publications, médias (films, documentation et expositions) et relations publiques (visites du quartier général de l'OTAN, bourses d'études, échanges universitaires, écoles d'été). L'auteure y insiste notamment sur le rôle de certaines personnalités qui ont contribué à améliorer les relations avec la presse et les médias en général.

Chaque domaine fait l'objet d'un chapitre particulier qui montre combien l'OTAN cherche à se mettre au diapason des nouveaux défis et à s'adapter aux innovations techniques qui ont un impact direct sur le travail de communication. Un chapitre particulier est également consacré aux réseaux, groupes de pression et associations pro-OTAN, notamment l'Association du Traité de l'Atlantique (ATA) ou encore l'Assemblée de l'Atlantique Nord (ANN devenue depuis l'Assemblée parlementaire de l'OTAN) qui ont largement contribué à soutenir l'effort d'information de l'OTAN pendant la guerre froide et ultérieurement, notamment dans le cadre du Partenariat pour la Paix.

L'une des choses intéressantes que l'on découvre à la lecture de l'ouvrage, c'est la combinaison ou l'interaction entre le Renseignement (*Intelligence*) et la propagande. Les services de renseignements occidentaux ont, en effet, utilisé le CIRC continûment comme forum afin

d'échanger de manière informelle des informations sur les actions entreprises par les pays membres pour contrer la propagande communiste. Plus que cela, l'infiltration d'agents de renseignements dans, par exemple, le Conseil mondial pour la paix, d'obédience communiste, créé en 1949, a permis aux agents d'observer la vie dans le bloc communiste et de collecter des informations utiles permettant d'orienter la propagande occidentale.

Très modestement, l'auteure écrit que son ouvrage n'est pas une étude définitive et exhaustive de la propagande de l'OTAN pendant la guerre froide, mais qu'il doit être considéré plutôt comme l'amorce d'autres études basées notamment sur les archives des pays membres. En attendant, le lecteur y trouvera largement de quoi alimenter sa réflexion sur une organisation rescapée de la guerre froide et sur la manière dont elle perçoit son rôle dans le nouvel environnement géopolitique.

Simon PETERMANN  
Université de Liège  
Belgique

## ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

### **United States–Africa Security Relations. Terrorism, Regional Security and National Interests**

*Kelechi A. KALU et George Klay  
KIEH, Jr. (dir.), 2014, coll. Routledge  
Studies in US Foreign Policy,  
Londres, Routledge, 230 p.*

Depuis les attentats terroristes de l'automne 2001, qui ont contribué à dissiper dans l'imaginaire collectif l'idée

de l'impénétrabilité du sanctuaire américain, l'hypothèse suivant laquelle l'Afrique représente un « objet », voire un « facteur » de risque pour la sécurité internationale – notamment en ce qu'elle constitue un terreau fertile au recrutement de terroristes ainsi qu'un lieu privilégié pour toutes sortes de transactions liées aux activités terroristes – s'est progressivement imposée dans les milieux universitaires et politiques. Sans doute en raison des multiples problèmes d'instabilité politique, économique et sociale que connaît cette région du monde, certains sont allés jusqu'à y justifier l'opérationnalisation des politiques antiterroristes en recourant à un syllogisme plutôt déconcertant : le VIH/sida affecte sérieusement les capacités économiques des États africains ; les faibles capacités économiques conduisent inmanquablement à l'inefficacité et au dysfonctionnement des institutions étatiques ; par conséquent, ces institutions dysfonctionnelles deviennent sujettes à instrumentalisation de la part des groupes terroristes (p. 13). Pourtant, dans ces mêmes milieux, d'autres défendent l'idée que c'est la volonté américaine de s'arroger une part, sinon une grosse part des ressources renouvelables et non renouvelables africaines qui justifie son intérêt sans cesse grandissant pour le continent depuis le début des années 2000. *United States – Africa Security Relations* s'inscrit dans le sillage de ce débat, et va même au-delà de celui-ci, puisqu'il s'intéresse également à la dimension historique des relations États-Unis–Afrique afin de mieux cerner les lignes de rupture ou de continuité de la politique africaine des États-Unis. C'est ce recours à la sociologie historique du comportement stratégique de Washington vis-à-vis

de l'Afrique qui permet d'ailleurs aux différents contributeurs de l'ouvrage de situer le continent africain dans le contexte global de la lutte contre le terrorisme international, d'analyser les différentes implications de cette guerre pour la coopération États-Unis–Afrique en matière de sécurité et d'indiquer quelques pistes de solutions aux problèmes stratégiques qui entachent la réussite des politiques antiterroristes en Afrique.

Ainsi, tout en identifiant le réalisme comme étant la théorie susceptible de mieux expliquer la pensée stratégique américaine de l'après-11-Septembre en Afrique (p. 7), cet ouvrage collectif nous invite à redécouvrir les différentes variations de la politique africaine de Washington depuis le 19<sup>e</sup> siècle. On peut y lire qu'à l'exception de la guerre froide et de la guerre contre le terrorisme international, les dirigeants américains qui se sont succédé à la Maison-Blanche ont toujours traité l'Afrique avec une « négligence bénigne ». Cette situation s'explique notamment par la perte de la valeur stratégique qu'a connue l'Afrique immédiatement après la fin de la guerre froide ainsi que par l'obsession américaine de se frayer une place de premier choix au sein d'un système international dominé tout au long de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle par les puissances européennes (p. 18). Kelechi A. Kalu va même plus loin en démontrant que cette « négligence bénigne » de l'Afrique dans l'agenda politique et diplomatique de Washington est due à l'absence d'une communauté épistémique américaine – constituée en groupe de lobbying – capable de contraindre le Congrès américain

à accorder une plus grande importance à l'Afrique. Il en découle que le redéploiement stratégique des États-Unis en Afrique à partir du 21<sup>e</sup> siècle s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs, dont la menace terroriste, l'interdépendance économique croissante, la sécurité énergétique ou les changements géopolitiques survenus à la fin des années 1990. L'ouvrage aborde également plusieurs thématiques intéressantes qui jettent un éclairage nouveau sur la dimension diplomatico-stratégique des relations États-Unis-Afrique après septembre 2001. Il s'agit notamment de la problématique de la guerre globale contre la terreur ainsi que de ses implications pour la paix, la sécurité et le développement en Afrique ; de l'économie politique du partenariat stratégique États-Unis-Afrique ; de la coopération militaire entre les États-Unis et l'Afrique, avec une attention particulière portée aux interactions entre le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM en anglais) et les institutions militaires africaines.

Voilà donc un livre fort intéressant dont la plus-value scientifique réside en partie dans sa capacité à analyser les différentes variations du comportement stratégique de Washington vis-à-vis de l'Afrique, et ce, dans plusieurs contextes différents. Toutefois, on regrettera que certains contributeurs de l'ouvrage aient introduit quelques contre-vérités (historiques) qui viennent biaiser l'analyse. John Mukum Mbaku prétend par exemple que la définition des priorités des gouvernements africains en matière de sécurité ou de développement demeure l'apanage des États-Unis. Il en veut pour preuve l'AFRICOM dont

le design a été conçu par Washington, puis imposé à l'Afrique qui n'a guère eu d'autre choix que d'obéir (p. 137). D'un point de vue épistémologique, cette hypothèse paraît excessive dans la mesure où l'auteur a tendance à surestimer l'influence américaine en Afrique, négligeant par le fait même les logiques d'appropriation et de réinvention locales de cet « ordre occidental ». Par ailleurs, l'ouvrage semble confondre « désengagement idéologique » et « désengagement stratégique » lorsqu'il avance l'idée que la fin de la guerre froide a marqué le désengagement stratégique des États-Unis en Afrique (préface, p. 69, 192). Il s'agit là d'une erreur d'appréciation qui est due en partie au fait que l'ouvrage renferme l'analyse de la politique africaine des États-Unis de l'après-guerre froide dans une sorte de « cage de fer », qui ne tient pas compte d'autres facteurs ou acteurs internationaux, dont le fait que la France était pourtant en compétition avec Washington en Afrique à cette période bien précise. Il en découle un nivellement de la connaissance, un anachronisme qui vient brouiller la pertinence de l'analyse, puisque le désengagement idéologique des États-Unis ne s'est pas accompagné d'un désengagement stratégique en Afrique. On y a plutôt observé un redéploiement stratégique des États-Unis, notamment à travers ses multiples implications dans les conflits intraétatiques (Rwanda, ex-Zaïre par exemple) ainsi qu'à travers la codification en 1992 de sa nouvelle politique africaine connue sous le nom de *National Security Review 30 : American Policy Towards Africa in the 1990s*, laquelle identifiait clairement les intérêts américains en

Afrique dans le nouvel environnement international.

Cyprien BASSAMAGNE MOUGNOK  
*Université Laval*

### **Canada and Conflict**

*Patrick JAMES, 2013, Don Mills (ON),  
Oxford University Press, 156 p.*

Au moment où le Canada se charge d'entraîner les soldats de l'armée afghane, Patrick James propose au lecteur intéressé par la politique étrangère canadienne (PEC) ou par l'étude du Canada un tour d'horizon des engagements internationaux du Canada en matière de sécurité depuis le 11 septembre 2001. Il suggère que ces différentes obligations auraient non seulement changé la perception du Canada sur la scène internationale, mais également – en profondeur – l'identité canadienne. Les Canadiens ne formeraient plus cette société prônant le maintien de la paix, mais une société plus disposée à utiliser la force militaire. James est l'un des tenants de l'idée de rupture dans le débat qui a cours sur les transformations de l'orientation de la PEC depuis le 11 septembre 2001.

Pour démontrer ce changement identitaire, James mobilise les postulats des perspectives réaliste, libérale, constructiviste, de la politique gouvernementale (bureaucratique) et de la politique interne. Ces grandes approches théoriques se sont souvent construites en opposition l'une à l'autre. Elles sont utilisées afin de fournir des explications présentées de manière complémentaire par James. Il est donc parfois difficile de savoir si l'une des explications prend le pas sur

les autres selon le cas de la politique de sécurité internationale du Canada analysé. De plus, cet amalgame d'approches aurait pu donner un regard systématique. Cependant, la discussion théorique qui en résulte reste brève et sommaire, placée méthodiquement à la fin des chapitres.

À partir de ce choix théorique, James passe en revue l'ensemble des enjeux animant les relations canado-américaines sur le plan sécuritaire ainsi que les interventions militaires du Canada à l'étranger. Les deux premiers chapitres portent sur l'entrée en guerre et la prolongation de la mission du Canada en Afghanistan. Le raisonnement mettant en lumière la décision du Canada d'aller en Afghanistan auprès des États-Unis est convaincant, bien articulé et fait une synthèse de la littérature sur cette question. Le chapitre consacré à la prolongation et à la transformation de la mission canadienne en Afghanistan est également satisfaisant, même si l'argumentaire ressemble plus à une revue de la littérature sur la question qu'à une analyse originale.

La démonstration de la proposition centrale du chapitre 4, le chapitre clé du livre, nous apparaît problématique, voire exagérée. Le changement de l'identité canadienne serait principalement dû à un seul facteur endogène. Celui-ci résulterait de la première expérience de combat du Canada depuis la guerre de Corée qu'est l'Afghanistan. En tenant compte des éléments explicatifs de James, nous aurions pu soutenir que cette intervention serait plutôt le reflet d'un changement qui s'effectue avant tout à l'intérieur de la société canadienne. D'ailleurs, le regard porté par James